

LA PIEDRA EN EL ZAPATO

NUMERO 3, PRINTEMPS 2007

La Piedra en el Zapato : Le caillou dans le soulier

Ce sont ces communautés paysannes, afrodescendantes, métisses et autochtones en résistance pour la Vie, le Territoire et la Dignité. au milieu du conflit armé qui fait rage en Colombie, ces communautés affirment leurs droits et refusent le modèle de développement qu'on leur impose. Face à la militarisation qui va de pair avec les mégaprojets économiques, elles organisent leur processus de résistance civile sur la base des principes de démocratie directe, en harmonie avec leur environnement.



WWW.PASC.CA

DANS CE NUMERO...

Le traité de libre-échange entre la Colombie et les États-Unis :
de la guerre à la drogue à l'agro-industrie - p. 1

Projet 2019 - p.3

Le Plan Colombie II - p.5

La fièvre de l'Or vert - p.8

Prisonniers et prisonnières politiques
de la Colombie - p.12

Cour d'oeil sur le scandale
de la parapolitique colombienne - p.14



LA SOLIDARITÉ DIRECTE PAR L'ACCOMPAGNEMENT DE COMMUNAUTÉS EN RÉSISTANCE CIVILE

No necesitamos que nos den la mano, necesitamos que nos la quiten de encima

Au-delà de la solidarité internationale, le PASC propose l'idée de solidarité directe, qui part d'une critique du développement. Le concept contemporain de développement est basé sur une vision occidentale qui voit le progrès comme linéaire et qui implique une hiérarchie entre les populations du Nord et du Sud (concept de «sous-développement»). Il entraîne une attitude paternaliste dans les relations, et des relations d'aide humanitaire plus que de solidarité. Une analyse critique du travail du milieu de la coopération internationale met en lumière la reproduction du contrôle du Nord sur le Sud dans des pratiques qui se veulent pourtant alternatives (ex : proposer des projets de développement aux communautés, utiliser notre position hiérarchique pour implanter ces projets, créer des rapports de dépendances, etc.). L'aide humanitaire ou la coopération internationale peuvent ainsi devenir des outils du néo-colonialisme.

La solidarité directe signifie plutôt établir des relations horizontales et percevoir notre travail non comme une «relation d'aide», mais plutôt comme un appui politique au processus de résistance civile et aux luttes sociales des populations du Sud. Le but est d'aller au-delà d'une intervention qui panse les blessures et de construire une solidarité qui s'attaque aux racines profondes qui causent les situations de pauvreté et d'oppression. Cette action requiert une prise de position politique : le travail de défense des droits humains implique de dénoncer les intérêts qui sont derrière les violations de droits humains. Dans le travail du PASC, il est essentiel de faire les liens entre déplacements forcés et contre-réforme agraire, identifier les intérêts privés qui bénéficient de la violence et la commanditent, dénoncer les crimes d'État, en somme de cibler les profiteurs de la guerre.

LE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA COLOMBIE ET LES ÉTATS-UNIS : DE LA GUERRE À LA DROGUE À L'AGRO-INDUSTRIE

Le TLE est une opportunité pour que le pays pense en grand, projette en grand et agisse en grand.
- Alvaro Uribe Velez, Président de la Colombie [1]

En 2006, les États-Unis et la Colombie ont conclu un traité de libre-échange bilatéral - TLE, qui est toujours en attente d'approbation auprès des congrès des deux pays. Ce TLE s'inscrit dans le contexte de la politique de " Sécurité démocratique " du gouvernement Uribe et dans la lutte au " narco-terrorisme " soutenu par les États-Unis. " Ce traité est d'une grande importance dans le cadre de la lutte courageuse et sans compromis que livre la Colombie, avec l'appui décisif des États-Unis, contre le trafic de drogues et le terrorisme ", a affirmé Jorge Humberto Botero, alors qu'il était Ministre colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.[2]

Pour les élites colombiennes, au niveau économique, le TLE est présenté comme la " panacée ". Alors que l'intérêt profond des États-Unis de signer un traité de libre-échange avec la Colombie n'est pas d'intérêt commercial, ce pays ne représentant qu'une infime partie de leur commerce, leur intérêt est géostratégique. " Dans le document Santa Fe IV de la fin de l'année 2000 -qui oriente la politique états-unienne dans la région- il est mentionné qu'un des éléments géostratégiques fondamentaux pour la sécurité nationale des Etats-Unis réside dans la disponibilité des ressources naturelles de l'hémisphère afin de satisfaire leur demande."[3] Les États-uniens cherchent à consolider leurs sources de matières premières, et surtout d'énergie. Ils convoitent le pétrole colombien et depuis peu les combustibles d'origine végétale, comme le biodiesel de palme africaine, production dans laquelle s'est lancée la Colombie. Lors de la visite du Président Bush à Bogota en mars dernier, il a réitéré sa volonté de travailler avec Uribe pour combattre le " narcoterrorisme " tout en affirmant l'importance du traité bilatéral pour les deux pays. [4]

Les États-Unis sont déjà le principal partenaire commercial de la Colombie, destination de près de 50% de ses exportations et origine d'environ 40% de ses importations. [5] En 2005, les exportations de la Colombie vers les États-Unis étaient constituées à 82% de matière première.[6] Si on soustrait le pétrole, le café, les fleurs et les pierres précieuses, toutes des matières premières, des exporta-

tions colombiennes vers les États-Unis, ce pays ne représente alors que 8.8% du total du commerce de la Colombie.[7] La grande majorité des exportations des pays andins vers les Etats-Unis est constituée de matières premières et les TLE reproduisent le modèle productif exportateur primaire, caractéristique de la majorité des économies latino-américaines. Mais selon le Ministre du Commerce, Luis Guillermo Plata, la Colombie doit s'internationaliser et devenir un pays d'exportation, et surtout, il vaut mieux vendre à des riches qu'à des pauvres....

Agroindustrie

Les Etats-Unis ont une " superproduction " agricole et ont nécessairement besoin d'exporter, en fait c'est la principale proposition de ce pays en matière de commerce agricole. Les prix internes des matières agricoles sont plusieurs fois inférieurs aux coûts de production, et l'État donne une certaine somme pour chaque tonne produite, car la politique nationale est de garantir la production alimentaire, un enjeu de sécurité nationale. Les denrées agricoles états-unienne vendues à l'extérieur sont donc largement subventionnées. Réellement, le géant nord-américain fait du dumping agricole.

Comme compensation à la compétition états-unienne, le programme Agro, ingreso seguro (Agriculture, investissement sûr) est mis en place en Colombie, sous-tendu par deux stratégies pour " renforcer les investissements ": 500 000 millions de pesos annuellement pour 10 ans pour " protéger et reconvertir " la campagne, et la composante " Appui à la compétitivité " pour les produits tropicaux seulement.[8] En fait, la politique nationale agricole est dirigée au soutien de monocultures pour l'exportation, et non pour

les produits alimentaires de base. La proposition du gouvernement colombien avec le TLE est de spécialiser le pays dans la production de variétés tropicales, et d'importer les aliments depuis les États-Unis, c'est à dire de provoquer la perte de la souveraineté alimentaire colombienne. À propos de l'importation des excédents agricoles états-uniens, citons l'ancien Ministre colombien



PLAN GOUVERNEMENTAL POUR LES 15 PROCHAINES ANNÉES

Source : RECALCA. 2007. *Agenda rural y TLC : Abonando Terreno para Esterilizar el campo.*

PRODUITS	NOMBRE D'HECTARES
Palme africaine	2 000 000
Plantain	2 000 000
Fruits	1 000 000
Yucca	1 000 000
Cacao	500 000
Foresterie	1 000 000

bien du Commerce, Jorge Humberto Botero: "Mille et mille mercis pour les subsides, parce qu'ils nous permettent, par exemple, d'acheter du blé à bas prix et de le transformer en pains et pâtes pour la consommation populaire".[9]

Initialement, dans les négociations du TLE Colombie/États-Unis, 14 produits étaient qualifiés de sensibles (les mêmes que ceux protégés par le Système andin de bandes de prix depuis 1995[10]), mais finalement seulement trois sont dans l'accord, qualifié comme "sauvegarde spéciale" : le riz, le maïs et les morceaux de poulet. À chaque année, est établie une certaine quantité de ces produits en provenance des États-Unis qui peut entrer en Colombie (au-delà, les États-Unis doivent payer un tarif préétabli)[11]. Cette quantité augmentera chaque année jusqu'à la libre entrée totale. La même méthode a été utilisée au Mexique, en 1994, avec l'Accord de libre-échange nord-américain - ALÉNA, pour le riz et le maïs, mais n'eut aucun résultat.

Biodiversité

Le TLE est basé sur la conception que la biodiversité, les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles doivent être utilisées pour le développement capitaliste, et élabore un cadre pour qu'elles puissent être utilisées en toute légalité pour la création d'inventions qui seront brevetées à l'étranger. Ce qui est une source énorme d'inquiétudes pour les communautés indigènes, afrodescendantes et paysannes colombiennes: "Dans ce processus, ni les États détenteurs de ces ressources ni les populations indigènes ne reçoivent de compensations, et doivent par contre faire face au coût que représente l'obtention du produit créé (en payant des brevets) à partir desdites connaissances et ressources."[12] La Colombie est qualifiée comme un des cinq

pays avec la plus grande biodiversité naturelle dans le monde et les communautés concernées s'opposent en général son brevetage et sa commercialisation, comme l'ont exprimé plus de 70 organisations indigènes et paysannes colombiennes lors d'un forum sur la biodiversité et la souveraineté alimentaire: "La biodiversité et les connaissances traditionnelles qui y sont associées, sont le patrimoine collectif des communautés indigènes, noires et paysannes, de ce fait aucune forme de propriété intellectuelle à travers des brevets ne peut s'appliquer sur elles."[13]

Avec le TLE, les brevets bénéficient de protection accrue, spécifiquement pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques à usage agricole, et la piraterie et la falsification sont criminalisées. De plus, la loi colombienne 1032 de 2006 modifie le code pénal par rapport à l'usurpation des droits de propriétés intellectuelles dans l'industrie et l'agriculture. Des peines de prison et des amendes sont possibles pour l'usage non autorisé de semences enregistrées ou brevetées. Selon les communautés indigènes, afrodescendantes et paysannes colombiennes, "c'est une claire violation des droits des agriculteurs et des communautés locales à améliorer, conserver et utiliser les semences traditionnelles. (...) Cette loi est d'évidence en faveur des brevets et du contrôle monopolistique des multinationales agricoles, qui conduirait à ce que les agriculteurs n'utilisent pas leurs propres semences."[14]

L'agenda interne du TLE est clairement exprimé par le gouvernement Uribe: transformation de la structure productive, augmentation de l'offre d'exportation, et promotion des produits colombiens à l'étranger, surtout aux États-Unis. Le Ministre Plata considère que la compétitivité est une priorité pour la Colombie: "dans les dernières 16 années, l'insertion active de la Colombie dans l'économie globalisée a été accompagnée de politiques de productivité et de compétitivité, comme le Plan stratégique exportateur 1999-2009, la Vision 2019 du gouvernement du Président Uribe [voir encadré], et le Plan national de développement 2006-2010, qui a beaucoup de points en commun avec l'agenda interne du TLE"[15]. Une compétitivité recherchée notamment par l'insertion dans des chaînes de production spécialisées dans la fourniture de matières premières pour la demande des pays riches.

suite à la page 4



PROJET 2019

Alvaro Uribe Velez voit grand. Il a présenté en 2005 le document "Visión Colombia Segundo Centenario: 2019" (2019 étant l'année des 200 ans de l'indépendance colombienne), qui élabore la stratégie étatique et les objectifs globaux pour le futur de la Colombie. Le document fait état de trois conditions déterminantes - le monde en transformation, le territoire et la démographie - conditions qui dictent la marche à suivre: l'insertion du pays dans les courants mondiaux économique (libre-échange) et politique (guerre au terrorisme), exploitation et capitalisation de toutes les ressources du territoire colombien, et assimilation des changements démographiques. Cette vision des élites colombiennes cherche à maximiser les possibilités de la localisation géopolitique de la Colombie, en tant que " partenaire privilégié " des États-Unis et pays au coeur de l'intégration latino-américaine (voie de liaison entre l'Amérique centrale et du Sud, et entre le Pacifique et l'Atlantique).

Parmi les objectifs pour 2019, mentionnons : la pacification du pays (via entre autre la " démobilisation " des paramilitaires et l'élimination de toute opposition armée ou politique et sociale au régime et au modèle de développement); la réduction de la pauvreté, du taux de chômage et l'augmentation du PIB per capita, 0% d'analphabétisme entre 15 et 24 ans, 60% d'utilisateurs d'Internet, etc.

L'agenda économique du projet 2019 contient une révision complète du système des impôts dans le but de " stimuler l'investissement et rendre le pays plus compétitif ", et la signature de plusieurs traités de libre-échange (avec les Etats-Unis, le Canada, l'Union européenne, le Japon, la Chine, l'Inde, etc.). On prévoit également beaucoup d'investissements dans les infrastructures du pays, avec la collaboration du secteur privé, afin " d'améliorer les conditions de commerce et d'augmenter les exportations ", en agrandissant les installations existantes et en construisant de nouvelles, autant pour les ports, les aéroports que les chemins de fer et routes. Les exportations seront le levier de la " croissance économique ", basée sur le développement des " avantages comparatifs " : la production agroindustrielle de cultures tropicales, telles les bananes, les fleurs, le café, la palme...

Selon le plan 2019, produits dans lesquels la Colombie aurait un avantage compétitif

Source : Departamento Nacional de Planeación, Presentación General "Visión Colombia 2019"
http://www.dnp.gov.co/paginas_detalle.aspx?idp=366

	Agricole	Légumes	Fruits	Produits forestiers	Élevage
Exportations actuelles	Banane Plantain Canne a sucre Café Fleurs Palme Tabac blond				
Potentiel exportateur	Tabac noir Yucca industriel Coton Patates Cacao Biocombustibles	Piment fort Brocoli Oignon Asperge Laitue Artichaut	Banane naine Fruit de la passion Cerise de terre Fruit du dragon Goyave Citron Ananas Mangue	Bois (chêne, teck, diverses variétés de pin, melina)	Viande bovine Dérivés laitiers Tilapia Crevette Thon

E! PRESIDENTE ME DA MIEDO

à droite: corridors de transport prévus dans le plan *Visión Colombia Segundo Centenario: 2019*



Suite de la page 2

La Colombie envisage déjà de nouveaux accords commerciaux, notamment avec le Canada, et le pays voit grand, comme l'exprime le Ministre du Commerce colombien Luis Guillermo Plata: "Dans les quatre prochaines années, la Colombie entreprendra l'agenda de négociations commerciales et d'investissement le plus ambitieux de son histoire, lequel inclut la négociation et souscription de 20 accords de double contribution et la souscription de quatre nouveaux traités de libre-échange." [16]

D'un autre côté, fin mars 2007, les Démocrates états-uniens ont exigé des changements au trois traités bilatéraux actuellement en attente de ratification (Colombie, Pérou, Panama), surtout concernant les clauses du travail (peur des syndicats du *dumping social*). Et le cas de la Colombie est particulier selon eux: "Ce Congrès doit regarder avec beaucoup de prudence, doit réaliser une discussion sérieuse, profonde, et de haut niveau avec l'administration Bush et le gouvernement de Colombie pour déterminer comment allons-nous manier un traité avec un pays où il y a des centaines de personnes assassinées. Nous devons être satisfaits du gouvernement Uribe et des paramilitaires avant d'agir face au TLE et au Plan Colombie." [17]

1 Cité dans Acosta M., Amylkar D. 2006. "El TLC: Ganadores y perdedores". Latin America in Movement - ALAI, 10 mars. <http://alainet.org/active/10818&lang=en>

2 "Colombia y EE.UU. firmaron el Tratado de Libre Comercio", Agencia Periodística del MERCOSUR - APM, 22 novembre 2006 http://www.prensamercosur.com.ar/apm/nota_completa.php?idnota=2541

3 Ariela Ruiz Caro, "El TLC de los países andinos y los recursos naturales", Programa de las Américas (Silver City, NM: International Relations Center, 16 de noviembre de 2005), <http://www.ircamericas.org/esp/2928> Traduction : Benoît Audenaerde, pour RISAL www.risal.collectifs.net/

4 "'Voy a trabajar muchísimo para lograr la aprobación del TLC", dice Bush", Ministerio de Comercio de Colombia, 11 mars 2007 <http://www.tlc.gov.co/eContent/TLC/NewsDetail.asp?ID=5670&IDCompany=37&Profile=>

5 "Colombia y EE.UU. firmaron el Tratado de Libre Comercio", APM

6 Red Colombiana de Acción frente al Libre Comercio y el ALCA - RECALCA, *TLC: un salto al vacío*, 16 novembre 2006. <http://colombia.indymedia.org/news/2006/11/52593.php>

7 Acosta M., Amylkar D. 2005. "El TLC no es como lo pintan". Latin America in Movement - ALAI, 12 décembre. <http://alainet.org/active/10555&lang=en>

8 RECALCA. 2007. *Agenda rural y TLC : Abonando Terreno para Esterilizar el campo*.

9 Cité dans Acosta M., "El TLC: Ganadores y perdedores"

10 Le Système andin de bandes de prix est un accord des pays de la Communauté andine qui vise à adoucir les fluctuations des prix internationaux de certaines denrées agricoles. <http://www.comunidadandina.org/comercio/franja.htm>

11 Asociación Nacional por la Salvación Agropecuaria et RECALCA *El sector agropecuario colombiano frente al Tratado de libre comercio con Estados Unidos*, p. 33.

12 Ruiz Caro, "El TLC de los países andinos y los recursos naturales"

13 *Declaración del Foro por la Defensa de la Biodiversidad y la Soberanía Alimentaria*, Cartagena, 27 octobre 2006 [En ligne] http://RECALCA.org.co/AATLEcolombia/biodiversidad_271006.htm

14 *Ibid.*

15 "Ministro de Comercio: Competitividad una prioridad para el país" Ministerio de Comercio de Colombia, 15 mars 2007. <http://www.tlc.gov.co/eContent/TLC/NewsDetail.asp?ID=5684&IDCompany=37&Profile=>

16 "Colombia fija agenda de negociaciones internacionales", Ministerio de Comercio de Colombia, 29 mars 2007. <http://www.mincomercio.gov.co/eContent/NewsDetail.asp?ID=5713&IDCompany=1>

17 Sergio Gómez Maseri, "Demócratas revelan exigencias: enmendar el TLC en tres frentes", *El Tiempo*, 28 mars 2007.

LE PLAN COLOMBIE II

Le **Plan Colombie**, appelé " Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État ", s'est étendu de 1999 à 2005. Officiellement, il visait à mettre fin au trafic de la drogue. En fait, il avait l'objectif implicite de combattre la guérilla, qualifiée de " narco-terroriste ", et de combattre toute autre menace pouvant nuire à la sécurité de l'Etat colombien i.e. tous mouvements intérieurs ou extérieurs pour le changement social.

Entre 2000 et 2006, les États-Unis ont investi 4,681 milliards\$ dans le Plan Colombie et les programmes reliés, dont près de 80% de ce montant était pour les programmes militaires, antinarco-terroristes et antiterroristes, et 20% en développement social et alternatif.[1] Ce montant s'élève à 7,7 milliards de dollars si on y inclut les dépenses de l'Agence des Etats-Unis pour le développement International - USAID[2], cet argent allant en grande majorité à des sous-traitants, les contratistas, des compagnies d'armement et d'agrochimie (pour les fumigations des cultures de coca). Selon des chiffres du gouvernement colombien pour la même période, la Colombie a investi 7.5 milliards\$ dans des programmes associés au plan. Le reste de la communauté internationale a donné 1 milliard\$. Au total donc, environ 13 milliards\$ en 6 ans, 57% de ce montant pour la lutte contre la drogue et le crime, et 43% pour le développement institutionnel, économique et social.[3]

Les suites...

La **Phase de consolidation du Plan Colombie** (PCCP), est maintenant en cours (plan 2006-2010). Les États-Unis et la Colombie décident de poursuivre dans la même voie et de consolider les " acquis " du Plan Colombie sur quatre aspects : combat contre le terrorisme, le narcotrafic et le crime organisé international; réactivation économique et sociale ; renforcement des institutions et du système judiciaire ; démobilisation des groupes armés illégaux et réintégration de leurs membres (i.e. démobilisation des paramilitaires en toute impunité).[4]



Les États-Unis offrent également du soutien à la Colombie via l'Andean Counterdrug Initiative - ACI (éradication et interdiction des cultures de coca - 140 000 hectares fumigés en 2005), le programme Foreign Military Financing - FMF, International Military Education Training - IMET (entraînement des forces militaires colombiennes), Non-Proliferation, Anti-Terrorism, Demining and Related Programs - NADR (contre trafic illégal d'arme, pour l'AKI - Anti-Kidnapping Initiative: équipement et entraînement du Grupos de Acción Unificada por la Libertad Personal - GAULA)[5]. Par exemple, en 2003[6], les États-Unis ont fourni 700 millions\$ à l'ACI, dont 433 millions\$ à la Colombie (284 millions\$ pour l'éradication et l'interdiction des cultures - support militaire - et 149.2 millions\$ pour le " développement alternatif et le renforcement des institutions) ; de plus, le 93 millions\$ provenant du FMF était spécifiquement destiné à protéger le pipeline Cano-Limon dans l'est du pays, qualifié d' " élément clé de l'infrastructure économique colombienne".[7]

Le **Nouveau Plan Colombie** (2007-2013), intitulé "**Estrategia para el Fortalecimiento de la Democracia y el Desarrollo Social**" (Stratégie pour le renforcement de la démocratie et le développement social) est maintenant mis de l'avant par le Président Alvaro Uribe Velez. Il demande à la communauté internationale 30% du montant, selon le principe de la " co-responsabilité " dans la guerre à la drogue[8]. La

rédaction de ce plan a pris plus d'un an et a bien sûr été fait en consultation avec les États-Unis, et son coût total est 6 fois supérieur à celui fixé en 1999. Le nouveau plan a une forte emphase sur l' " investissement social ", en affirmant que, pour maintenir le progrès du pays, est nécessaire le développement et la présence du gouvernement dans les territoires récupérés[9]. 86% des ressources du plan seraient destinées au développement, contre 14% pour la composante militaire et de lutte à la drogue.

En mars 2007, lors de sa tournée sud-américaine, le président états-unien George Bush a fait un arrêt à Bogota, et avec Uribe Velez a discuté du traité de libre-échange entre les deux pays, de la seconde phase du Plan Colombie, de la

lutte au terrorisme et du développement des biocombustibles... Pour le gouvernement colombien, l'appui des États-Unis via le Plan Colombie, avec près de 3 500 millions \$ approuvé au Congrès (prévision de 390 millions \$ de plus en 2008) en assistance technique et en équipement, est " nécessaire " pour la bonne marche de son programme de " Sécurité démocratique ".

La composante dite "sociale": le développement alternatif

Le Plan Colombie contient une composante dite "sociale", le Plan de développement alternatif - PDA, qui met de l'avant des " cultures de substitution " aux cultures illicites. Elles sont également promues par l'USAID et nombreux programmes, dont le CAPP - Colombian Agribusiness Partnership Programm et le MIDAS - Más Inversión para el Desarrollo Alternativo Sostenible. Sous l'objectif d'offrir un " développement alternatif " aux cultures illicites, certains produits dits " gagnants " sont promus. La réalité est l'imposition d'un modèle économique d'agro-industrie d'exportation qui va complètement à l'encontre de la souveraineté alimentaire.

Selon un document de "proposition de paix" de l'administration Pastrana qui date de 1998, la stratégie principale du Plan Colombie est "l'augmentation de l'investissement à travers le développement de projets productifs intégraux qui incluent des changements dans la tenure de la terre, le développement d'œuvres d'infrastructure et la conservation de l'environnement"[10]. Un programme principal du projet du Plan Colombie est "Agroproyectos para la paz", dans lesquels les paysans, propriétaires de la terre, s'associent au secteur privé pour la production agroindustrielle de cultures " compétitives ", préférablement pour l'exportation, telles que les produits forestiers, produits sylvo-pastoraux, fruits, caoutchouc, cacao, palme à l'huile, lait/viande, pisciculture, yucca et asperges. Le PDA a été repris par le gouvernement Uribe dans son Plan national de développement " Vers un État communautaire ", et fait la promotion par exemple du cacao, du caoutchouc, de la palme africaine (pour la production de biodiesel), du café et des produits forestiers.[11]

La **USAID** - United States Agency for International Development - a révisé ses stratégies pour le futur et promeut désormais davantage ces dites alternatives économiques et la construction de la capacité com-

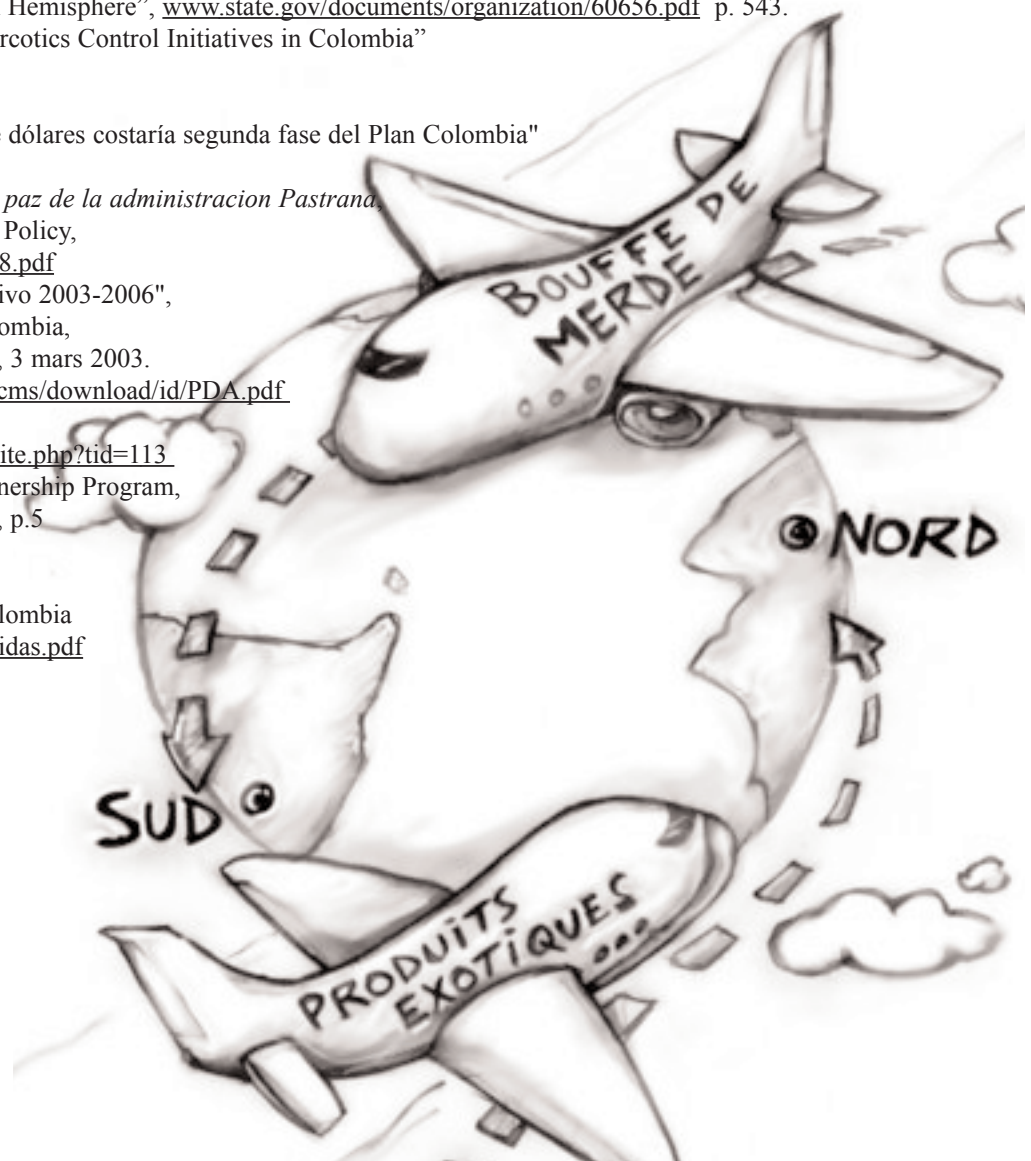


merciale colombienne, qui, dans leurs mots, ne peut que " bénéficier des opportunités " offertes par les accords de libre-échange bilatéraux et hémisphériques. La nouvelle stratégie de la USAID est formulée via trois objectifs (SOs): renforcement de la gouvernance démocratique, expansion des alternatives économiques et sociales à la production de cultures illicites, et support aux personnes déplacées et des autres groupes vulnérables. Le second objectif prétend être réalisé via l'accord de libre-échange bilatéral entre les États-Unis et la Colombie, ainsi que par la mise en place de méga-projets agro-industriel et d'exploitation forestière menés par le secteur privé.

Le **CAPP** est un plan de quatre ans (2003-2007) qui vise également la promotion des cultures alternatives. Sa réalisation a été confiée à une compagnie privée états-unienne, ARD - Associates in Rural Development Inc., sous la bannière du RAISE IQC - Rural and Agricultural Incomes with a Sustainable Environment Indefinite Quantity Contract (ARD a par exemple parmi ses " organisations ressources " Monsanto et Cargill...[12]). Le CAPP accorde une " attention spéciale " à l'établissement de cultures qui emploieraient beaucoup d'ouvrier-e-s agricoles, sur une base permanente, " tout en répondant aux demandes du marché ". Ces cultures incluent : cacao, caoutchouc, palme africaine, mangue et fruit de la passion. Dans un rapport de juillet 2005 du programme CAPP préparé par ARD pour la USAID, il est mentionné qu'en termes d'hectares, sur les six produits principaux à être cultivés, il y a 51% de palme africaine, 20% de coton et 16% de cacao. En incluant les fruits tropicaux, 76% des projets supportés par le CAPP concernent les cultures à rendement tardif.[13]

ARD est également l'entreprise chargée du programme **MIDAS** - *Más inversión para el desarrollo alternativo sostenible*, qui couvre la période de décembre 2005 à septembre 2010. Le programme couvre quatre secteurs - petites et moyennes entreprises, agro-industrie, foresterie commerciale et politique - et vise à développer "a business methodology" et à propulser la Colombie dans l'économie mondiale en accroissant sa compétitivité. On prévoit 130 000 nouveaux hectares d'agro-industrie, 150 000 hectares de forêts naturelles en "improved management" et 67 500 hectares de plantations forestières industrielles, et la création de 177 000 emplois. 160 millions\$ US^[14] sont alloués à ce programme, plus jusqu'à 50% de certains coûts d'assistance technique et de consultation. Encore une fois, les produits soutenus sont la palme, le cacao, le caoutchouc, les fruits, le café, l'anacardier (cajou), etc., et le programme fait la promotion des associations de producteurs entre le secteur privé et la paysannerie. L'idée de ces associations de producteurs est que le paysan reste propriétaire de sa terre, mais y cultive des produits pour l'exportation en "association" avec une compagnie privée. Celle-ci peut donc profiter de la terre pour le temps désiré, alors que le paysan s'endette pour la cultiver.

- 1 Selon le Center for International Policy (CIP) <http://ciponline.org/colombia/aidtable.htm>, rapporté par Sergio Gómez Maseri, "43.836 millones de dólares costaría segunda fase del Plan Colombia", *El Tiempo*, 1er février 2007.
- 2 Hectór Mondragón Báez, "Plan Colombie et démocratie", North American Congress on Latin America - NACLA (www.nacla.org), Vol. 40, No. 1, janvier/février 2007. Traduction : Raphaëlle Barret, pour le RISAL (risal.collectifs.net).
- 3 Gómez Maseri, "43.836 millones de dólares costaría segunda fase del Plan Colombia".
- 4 Roger F. Noriega, Assistant Secretary for Western Hemisphere Affairs, "Statement Before the House International Relations Committee", Washington, DC, May 11, 2005, www.state.gov/p/wha/rls/rm/2005/q2/46564.htm
- 5 U.S. Department of State, "Western Hemisphere", www.state.gov/documents/organization/60656.pdf p. 543.
- 6 U.S. Department of State, "U.S. Narcotics Control Initiatives in Colombia" www.state.gov/p/inl/rls/rm/21203.htm
- 7 "Western Hemisphere", p. 544.
- 8 Gómez Maseri, "43.836 millones de dólares costaría segunda fase del Plan Colombia"
- 9 *Ibid.*
- 10 *Plan Colombia, Propuesta para la paz de la administración Pastrana*, disponible sur Centre for International Policy, ciponline.org/colombia/plancolombia98.pdf
- 11 "Programma de Desarrollo Alternativo 2003-2006", Documento Conpes, República de Colombia, Departamento Nacional de Planeación, 3 mars 2003. www.colombiaemb.org/opencms/opencms/download/id/PDA.pdf
- 12 ARD, RAISE PLUS IQC, http://raise.ardinc.com/iqc/raise-plus_site.php?tid=113
- 13 ARD/ Colombia Agribusiness Partnership Program, Third quarter report FY '05, July 2005, p.5 pdf.dec.org/pdf_docs/PDACF235.pdf
- 14 Programa MIDAS, Productividad Sostenible en y para Colombia www.revista-mm.com/rev54/forestalmidas.pdf



LA FIÈVRE DE L'OR VERT...

Dans de plus en plus de pays, on fait la promotion de l'expansion à grande échelle de la palme africaine. Il y a différentes raisons qui peuvent expliquer cette récente fièvre pour les monocultures extensives de palme. Premièrement, elles constituent un investissement très rentable pour le secteur privé national et étranger qui profite d'une combinaison de facteurs tels que la main d'œuvre bon marché, le bas prix des terres exploitées (lorsqu'elles ne sont pas simplement volées), l'inexistence de contrôles environnementaux sérieux, la disponibilité de financement pour cette culture et un marché en expansion, en particulier dans les pays du Nord. L'huile de palme est actuellement la deuxième huile végétale la plus vendue au monde après l'huile de soya. Cependant, la différence en termes de production place l'huile de palme au premier rang au niveau de la rentabilité, puisque le soya ne produit que 500 kilos d'huile par hectare alors que la palme en produit 5000 par hectare. La palme demande cependant un investissement de départ beaucoup plus élevé, mais une fois implantées les plantations coûtent peu à entretenir et produisent durant une trentaine d'années. D'autre part, la palme africaine étant une culture orientée vers l'exportation, les gouvernements du Sud aux prises avec le problème de la dette externe voient dans la palme une possibilité d'entrée de liquidité au pays.

En Europe, la demande pour l'huile de palme a connu une augmentation vertigineuse dans les vingt dernières années; au départ dans l'industrie alimentaire et cosmétique, puis plus récemment pour la fabrication de biodiesel. Cette huile peu coûteuse aux multiples fonctions est utilisée dans 10% des produits que l'on retrouve au supermarché ; du chocolat au dentifrice, des biscuits au revitalisant. Ainsi, l'huile de palme accapare à elle seule 21% du marché des huiles propres à la consommation alimentaire. Cependant, la palme africaine est non seulement intéressante pour les entrepreneurs dans le but de commercialiser son huile pour la consommation alimentaire, mais il existe aussi d'autres débouchés qui semblent à moyen terme encore plus prometteurs. En fait, on considère l'huile de palme comme " l'Or Vert ", puisque l'on a découvert que les moteurs diesels pouvaient fonctionner parfaitement avec du bio-diesel issu de l'huile de palme. En fait, elle est l'huile qui produit le plus d'énergie par litre que toutes les autres huiles végétales lorsqu'elle est brûlée. Voilà pourquoi elle est utilisée en Europe comme substitut de l'huile diesel, tandis que dans les Pays-Bas le gouvernement encourage son utilisation pour l'électricité.[1]

Actuellement, les bio-combustibles dont on fait le plus la promotion à l'échelle internationale peuvent être divisés en

deux catégories : le biodiesel qui s'obtient à partir de plantes oléagineuses et l'éthanol qui s'obtient par la fermentation de la cellulose contenue dans les végétaux. Les produits agricoles les plus prisés par cette nouvelle industrie sont le soya, le maïs, la palme africaine (palme à l'huile), la canne à sucre et l'eucalyptus. La substitution de l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole, gaz) par celle des bio-combustibles peut paraître comme une merveilleuse alternative pour éviter que s'aggrave davantage le réchauffement de la planète. Pourtant des scientifiques de Wetlands International et Delft Hydraulics, ayant participé à une recherche sur le sujet, ont démontré dans un rapport qui est sorti en décembre 2006, que les bio-combustibles peuvent dans plusieurs cas produire plus d'émissions de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles qu'ils remplacent, si l'on prend en compte tous les facteurs de leur chaîne de production. Par exemple, l'Indonésie, le deuxième plus grand producteur d'huile de palme au monde, est aussi le troisième plus grand producteur de gaz à effet de serre sur la scène internationale après les Etats-Unis et la Chine. Ce qui se passe c'est que la déforestation et le changement d'utilisation des sols provoquent la libération d'importantes quantités de CO₂ qui étaient emmagasinées dans les arbres et dans la couverture végétale des sols. A cela s'ajoutent les émissions de gaz qui résultent de la production, transformation et transport des bio-combustibles, réalisés en grande partie par de la machinerie et des technologies qui utilisent du pétrole et d'autres éléments producteurs de gaz à effet de serre. Finalement, les scientifiques affirment que la balance nette de gaz carbonique dans les zones de production de bio-combustibles est souvent négative.[2]

Cependant, d'un point de vue économique, le nouveau marché qui est en train de s'ouvrir pour les bio-combustibles est plus qu'alléchant pour les entreprises, même pour les géants du secteur pétrolier qui pourront ainsi eux aussi s'approprier le discours vert afin de profiter de la vague de préoccupation écologique des consommateurs occidentaux. En 1998, l'huile de palme revenait 30% plus cher que le pétrole, mais ce dernier est une ressource non-renouvelable qui se fait de plus en plus rare et dont le prix a monté en flèche depuis le début de l'actuelle guerre en Irak. Ainsi, en 2004 la moyenne annuelle du prix du pétrole sur le marché international était de 37\$US le baril, tandis que la moyenne annuelle du prix de l'huile de palme sur le marché international était de 471\$US la tonne métrique. Si nous

calculons qu'un baril de pétrole équivaut environ à 200 litres, alors qu'une tonne métrique équivaut environ à 1300 litres, alors le pétrole coûtait à cette époque environ 240\$US la tonne



métrique comparativement à 471\$US pour l'huile de palme, soit environ la moitié du prix. En 2006, la moyenne du prix du pétrole de janvier à juin nous donne 65\$US le baril, soit environ 422\$US la tonne métrique, alors que la moyenne du prix de l'huile de palme pour la même période se situe à 437\$US, soit presque le même prix que le pétrole.^[3] Il est difficile de dégager une tendance sur le prix de l'huile de palme par rapport à celui du pétrole, si l'on considère qu'elle était 30% plus cher que le pétrole en 1998, 50% plus cher en 2004, et presque le même prix en 2006. On pourrait être porté à croire que le prix du pétrole va continuer à augmenter, étant donné entre autres le climat d'instabilité au Moyen Orient et l'augmentation continue de la demande face à la rareté de cette ressource non renouvelable, tandis que le prix de l'huile de palme va continuer à diminuer, puisqu'on fait actuellement la promotion un peu partout dans le monde de l'expansion à grande échelle de cette culture et qu'il s'agit d'une ressource renouvelable. Cependant, il faut prévoir que la demande pour le bio-diesel en tant qu' " énergie propre " va sérieusement augmenter dans la prochaine décennie, étant donné d'une part la nouvelle popularité du " développement durable " et de la " réduction des gaz à effet de serre " (personne ne saura qu'on aura dû raser des forêts tropicales humides entières pour produire ce bio-diesel), et d'autre part à cause de l'augmentation potentielle importante de la demande de la Chine pour le bio-diesel dans le futur. Ainsi, je serais plutôt portée à croire que le prix de l'huile de palme cessera de diminuer dans les prochaines années et aura plutôt tendance à suivre relativement le cours des prix du pétrole. Cette perspective expliquerait la ruée vers " l'Or Vert " à laquelle on assiste actuellement en Amérique latine et ailleurs dans le monde.

Cette situation pourrait expliquer le fait que plusieurs institutions multilatérales et plans financés par le capital étranger, font la promotion active de l'expansion du projet agro-industriel de la palme. Par exemple, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le Fond monétaire international, le Programme des Nations unies pour le développement, tout comme le Plan Colombie et certains programmes de promotion de la paix de l'Union européenne, font la promotion active du projet agro-industriel de la palme africaine en Colombie en fournissant une partie du capital de départ nécessaire à son implantation. En fait, des exigences relatives aux carburants renouvelables ont été imposées par divers pays, dont les États-Unis, le Brésil, l'Union européenne, le Japon, l'Inde et la Chine, et depuis peu le Canada. En Europe et en Amérique du Nord, les industries qui oeuvrent dans la fabrication de bio-combustibles sont hautement subventionnées et profitent d'importants avantages fiscaux. L'Union européenne fait la



Allemagne il existe déjà plus de mille stations-service qui vendent du biodiesel, tandis que la première bio-raffinerie allemande se construira à Emden avec du financement d'une association hollandaise. L'objectif est de convertir 430 000 tonnes d'huile de palme en plus de 400 millions de litres de biodiesel annuellement. Mais c'est dans les Pays Bas, qui sont les plus grands importateurs d'huile de palme en Europe avec 1,5 millions de tonne, que la demande pour l'huile de palme crue a connu l'augmentation la plus forte. L'entreprise BIOX Bb., des Pays Bas, prévoit construire quatre nouvelles usines de transformation d'huile de palme afin de pouvoir vendre son électricité fabriquée à partir de la palme à plusieurs pays d'Europe. Par contre, en Amérique du Nord, il semble que l'éthanol est beaucoup plus populaire que le biodiesel. Aux États-Unis, la majorité du bio-combustible utilisé est l'éthanol dérivé du maïs. Les bio-combustibles y sont bien reçus parce qu'ils pourraient permettre aux États-Unis de diminuer leur dépendance envers le pétrole étranger et que la production de combustibles à partir de produits agricoles va contribuer à faire monter les prix de ces denrées alimentaires sur le marché mondial, telles que le maïs et le soya qui sont très cultivés dans ce pays.^[4] En fait, la norme américaine pour les carburants renouvelables, établie en vertu de l'Energy Policy Act de 2005, exige que les carburants renouvelables représentent un pourcentage de l'essence produite ou importée par une entreprise commençant à 3,7 % en 2007 et augmentant à 4,9 % en 2012. En septembre 2006, l'Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis a publié un avis relatif à un projet de réglementation visant à mettre en vigueur des exigences pour les carburants renouvelables.

Du côté canadien, en mai 2006, les ministres fédéraux et provinciaux responsables des carburants renouvelables se sont réunis et ont accordé un appui général à l'utilisation et à la production accrues de carbu-



rants renouvelables au Canada. Dans ce cadre, le gouvernement a émis en décembre 2006 un avis indiquant son intention d'élaborer et d'appliquer un règlement fédéral qui exigerait des producteurs et des importateurs de carburants que la teneur annuelle moyenne en carburant renouvelable soit au moins 5 % de la quantité d'essence qu'ils produisent ou importent, à compter de 2010. Des incitatifs fédéraux sont actuellement offerts au moyen d'exemptions de la taxe d'accise s'élevant à 0,10 \$ par litre d'éthanol et à 0,04 \$ par litre pour le biodiesel. Cependant même s'il est estimé que la capacité de production d'éthanol au Canada est présentement de 1,2 milliard de litres, les projections portent à croire que le règlement en vigueur aura pour résultat l'utilisation d'environ 900 millions de litres d'éthanol d'ici 2010, soit environ seulement 2,5 % du stock d'essence au pays. Actuellement l'essence qui contient 10% d'éthanol est offerte dans plus de 1 000 stations-service au Canada, tandis que le biodiesel, qui n'est pas encore distribué à grande échelle sur le marché canadien, n'est disponible que dans certaines stations-service en Ontario et en Colombie-Britannique.



La menace verte

Dans la vague de réveil de l'Occident concernant la réalité des changements climatiques, on connaît actuellement un " boom " de la demande pour les bio-combustibles à l'échelle mondiale. Même si des scientifiques et des groupes écologistes commencent à dénoncer que les bio-combustibles produisent souvent plus d'émissions de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles qu'ils remplacent si l'on tient compte de tous les facteurs de leur chaîne de production, il est loin d'être certain que ce cri d'alarme soit entendu. L'industrie " verte " est payante, de gros intérêts économiques sont en jeu et les compagnies du secteur agro-industriel et pétrolier sont déterminées à en profiter. Pendant qu'à un bout de la planète les consommateurs du Nord pensent faire un bon geste en mettant du biodiesel dans leur voiture, à l'autre bout de la chaîne on rase des forêts tropicales humides irremplaçables et on réprime des paysans.

Au delà de la préoccupation écologique concernant la production de bio-combustibles, se trouvent d'autres problèmes de taille : ceux de l'accès à la terre, de la souveraineté alimentaire et de la faim à l'échelle planétaire. L'augmentation rapide de la demande en Europe et en Amérique du Nord pour les bio-combustibles, aura pour conséquence que des milliers d'hectares de terres fertiles vont cesser d'être destinées à la production d'aliments pour être destinées à la production de combustibles. Étant donné que la demande de combustibles des consommateurs occidentaux, ainsi que celle de la Chine et de l'Inde, vont continuer d'augmenter avec les années et que la majorité de ces pays ne possèdent pas suffisamment de terres agricoles pour produire chez eux les bio-combustibles, ceux-ci seront produits en majorité dans les pays du Sud. Ainsi, de manière accélérée, de plus en plus de terres fertiles des pays pauvres vont se retrouver entre les mains de quelques géantes multinationales de l'agro-alimentaire et du secteur énergétique, ce qui aura pour effet de " déplacer " les petits paysans vers la misère des centres urbains surpeuplés ou de les convertir en prolétaires ruraux. De la même manière, les forêts vont cesser de garantir la subsistance de milliers de personnes pour être remplacées par des immenses monocultures de soya, de palme africaine et de canne à sucre. Les sources d'eau de ces régions seront contaminées et les sols de ces écosystèmes fragiles seront graduellement épuisés par cette agriculture intensive et l'utilisation massive de produits chimiques. De plus, la production de combustibles à partir de produits agricoles contribue déjà à faire monter les prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, ce qui aura de graves conséquences sur les populations pauvres qui n'auront plus la capacité de se procurer ces aliments de base devenus trop coûteux pour elles : c'est le cas pour le maïs, aliment de base de 130 millions de Mexicains et Centraméricains.

Cependant, pour les grandes compagnies nationales et multinationales, les bio-combustibles sont une opportunité en or pour faire du profit. Les entreprises qui produisent et commercialisent les produits agricoles d'exportation, les industries de biotechnologies et de produits agrochimiques, ainsi que les entreprises pétrolières et du secteur énergétique seront les principales bénéficiaires de ce nouveau marché qui va continuer de croître sous un discours vert... En plus, en Europe et aux États-Unis, les compagnies qui oeuvrent dans la fabrication de bio-combustibles sont éligibles à des subventions et profitent d'importants avantages fiscaux. Il semble que ce soit en réalité pour servir les intérêts de ces puissants groupes économiques qui tirent les ficelles de ceux qui dictent les politiques globales, que tant de gouvernements occidentaux, d'agences bilatérales, d'organismes multilatéraux et d'experts internationaux font la promotion de cette absurde solution pour freiner le réchauffement de la planète.

Ainsi, si le phénomène de l'agro-industrie a déjà provoqué une alarmante concentration de la propriété terrienne et la ruine de millions de paysans dans le monde, l'entrée du secteur énergétique dans le domaine de l'agro-industrie risque d'avoir des conséquences encore incalculables sur la

question de la souveraineté alimentaire et le problème de la famine dans les pays du Sud. Le problème n'est pas les bio-combustibles en soit, mais le modèle agricole avec lequel ils sont produits : l'agro-industrie. Les monocultures de canne à sucre, de maïs, de soya et de palme africaine entre autres, sont déjà la principale cause de déforestation et d'exode rural dans le monde. Si on multiplie encore davantage l'expansion de ces monocultures pour la production massive de bio-combustibles, les conséquences sociales et environnementales seront dramatiques. Les conflits agraires résultants du manque d'accès à la terre qui privent des milliers de paysans d'un moyen de survie, risquent fort de se multiplier et avec eux les conflits sociopolitiques et l'instabilité dans de nombreux pays d'Amérique latine et du Sud en général.

En Colombie, ce sont précisément les conflits agraires qui sont à l'origine du conflit armé, dans ce pays où la violence de cette logique du profit atteint des sommets. L'implantation du projet agro-industriel de palme africaine sur les terres des communautés du Jiguamiando et du Curvarado s'est appuyée sur cette violence, qui a pris plusieurs formes au cours des années. En décembre 1997, elle s'est exprimée par le déplacement forcé massif des communautés hors de leur territoire ancestral, provoqué par les paramilitaires et la Brigade XVII de l'armée. Une fois la majorité de la population civile évacuée du territoire, les paramilitaires ont combattu la guérilla dans la région et ont progressivement, avec l'aide de l'armée, établi leur contrôle sur le bassin du Curvarado de 1998 à 2001. Puis, on a commencé à couper la forêt, à préparer les sols, à creuser les canaux d'irrigation pour le méga-projet de palme. Dès 2001, les violentes incursions des paramilitaires, brûlant les villages et commettant des massacres, ont obligé les communautés qui étaient retournées au Curvarado en 2000 à battre en retraite dans le bassin du Jiguamiando. Parallèlement, au début de 2001, des paysans aperçoivent, dans la municipalité de Brisas, au Curvarado, des serres contenant des centaines de petits palmiers africains. C'est également en 2001 que sort une première page de publicité de l'entreprise Urapalma pour faire la promotion de son projet de palme africaine. Puis c'est en 2002, que des paysans sont témoins pour la première fois de la présence de palmiers africains de deux mètres de hauteur plantés sur le territoire Curvarado, autour desquels sont placées des pancartes de la Brigade XVII de l'armée nationale. En 2003, on estime qu'il y a 1500 hectares de palme plantée dans le Curvarado, alors que la violence paramilitaire reprend de plus belle dans les villages du Jiguamiando et que plusieurs personnes des communautés sont assassinées au cours de cette seule année. En 2004, lors de la Commission de vérification, on constate plus de 4000 hectares de plantations de palme sur les territoires collectifs. En 2006, les communautés du Curvarado retournent à nouveau contre vents et marées sur leur territoire, mais il y a maintenant 15 000 hectares de terre recouverte de palme dans les bassins du Jiguamiando et du Curvarado. Le projet agro-industriel prévoit s'étendre sur un total de 30 000 hectares.

Pendant que le gouvernement promet publiquement de rendre les terres aux communautés mais qu'il n'entreprend aucune action juridique ou administrative qui officialiserait cette annonce et rendrait effectif le retour des terres, de nouvelles plantations continuent actuellement d'être implantées sur leurs territoires collectifs. Pendant ce temps, en février 2007, les communautés recevaient une nouvelle menace selon laquelle les paramilitaires démobilisés du Bloc Elmer Cardenas, qui opèrent maintenant sous le nom de Aguilas Negras, allaient entrer " faire le ménage " partout où il y a des paysans qui réclament des terres dans le Jiguamiando et le Curvarado. Face au dur bilan des 10 ans de résistance civile des communautés Jiguamiando et du Curvarado, qui compte 13 déplacements forcés, 111 personnes assassinées et plus de 15 000 hectares de terres volées pour l'agro-industrie du biodiesel, il est difficile de mettre en doute la violence des forces du capitalisme contemporain.

- 1 Elisabeth Rosental, Scientists are taking 2nd look at biofuels, International Herald Tribune, Amsterdam, 31 janvier 2007.
- 2 Elisabeth Rosental, Scientists are taking 2nd look at biofuels, International Herald Tribune, Amsterdam, 31 janvier 2007.
- 3 World Bank, Commodity Price Data (Pink Sheet), Development Prospect Group & Development Economics Vice Presidency, Washington, D.C., 6 juillet 2006.
- 4 Biocombustibles : grave amenaza disfrazada de verde, Movimiento Mundial por los Bosques, Boletín 112, www.wrm.org.uy



Abbatage de la palme pour la construction de la Zone humanitaire de Caño Claro au milieu des plantations, avril 2006

PRISONNIERS ET PRISONNIÈRES POLITIQUES DE LA COLOMBIE

Aperçu générale de la situation carcérale

La population carcérale de Colombie est d'environ 68 000 détenu-e-s réparti-e-s dans les différents établissements pénaux du pays. La majorité de ceux-ci et celles-ci ne s'est jamais présentée devant un juge et n'a donc reçu ni sentence ni condamnation. Sur les 68 000 détenu-e-s, seulement 22 000 ont été condamné-e-s, les autres sont soumis-e-s à un processus d'enquête et peuvent attendre jusqu'à 36 mois avant d'être juger. Pourtant, la loi colombienne prescrit un temps limite de 36 heures de détention sans condamnation.

Conditions de vie

Les conditions de vie dans les prisons sont alarmantes du fait que celles-ci sont surpeuplées. Les récentes opérations d'arrestation massive expliquent en partie cette situation. L'accès à une alimentation décente ou aux soins de santé est largement déficitaire. La situation s'aggrave dans le cas des prisonnier-ère-s politiques à qui l'accès aux programmes de formation ou aux contrôles médicaux est souvent refusé.

En octobre 2001, une Commission internationale réalisa une visite dans 15 prisons du pays, parmi lesquelles trois pénitenciers de femmes. La Commission a par la suite dénoncé les cas de corruption et de traitements dégradants qui prévalent dans plusieurs établissements, et responsabilise le gouvernement colombien pour cet état de fait dans les prisons où sont violés les droits à la vie et à la dignité humaine ainsi que les droits à la santé, à l'éducation, à l'alimentation et à une défense légale.

Temps d'emprisonnement

Avec la réforme du Code pénal de 2003, la peine maximale augmenta de 40 à 60 ans d'emprisonnement. Officiellement, la détention à perpétuité n'existe pas. Toutefois, puisque les peines se cumulent, une même détenue peut recevoir par exemple trois peines de 40 ans chacune, ce qui, dans la pratique, signifie une condamnation à vie.

Recours à la torture

Dans le contexte de la politique de Sécurité démocratique d'Uribe, le recours à la torture contre les détenu-es est l'usage habituel dans les centres de réclusion transitoire et les stations de police. Les populations pauvres et afrodescendantes sont les premières victimes de ces pratiques. Une pratique répandue consiste à obliger le ou la détenu-e à avaler une balle de fusil qui, selon ses tortionnaires, a servi à tuer quelques instants avant ou encore à simuler une mort violente. Ce type de torture psychologique qui ne laisse aucune trace est particulièrement administrée aux insurgé-e-s et aux militant-e-s sociaux. Pour se protéger contre les dénonciations, le personnel oblige la personne arrêtée à signer un document où cette personne affirme avoir reçu un bon traitement.

Les prisonniers et prisonnières politiques

Le statut de "prisonnier politique"

Puisque le gouvernement colombien nie l'existence du conflit armé, il refuse de reconnaître le statut de "prisonnier politique" et n'hésite pas à octroyer le titre de "terroristes" aux détenu-e-s arrêté-e-s pour leurs activités sociales et politiques.



Cette conception a pour effet de criminaliser toute protestation sociale en plus de mettre en péril la vie des défenseur-e-s de droits humains qui travaillent avec cette catégorie de détenu-e-s.

Cette négation du conflit armé et du statut de prisonnier de guerre ou prisonnier politique permet au Président Uribe de passer outre les accords internationaux qui régissent les conflits internes, comme la Convention de Genève, ou le droit humanitaire international.

Les accusations de rébellion et de terrorisme

Avant le 11 septembre 2001, tou-te-s les prisonnier-ère-s arrêté-e-s pour des motifs politiques étaient accusé-e-s d'acte de rébellion. Maintenant, en plus d'être jugé-e-s pour ce délit, inscrit au code pénal, les prisonnier-ère-s politiques sont accusé-e-s de terrorisme, ce qui complique de beaucoup leur situation en les plaçant dans une situation indéfendable. Plusieurs syndicalistes, leaders paysans et militant-e-s sociaux sont condamné-e-s pour rébellion et terrorisme.

Qui sont-ils ?

Selon le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), 60% des détenu-e-s politiques ne sont pas des combattant-e-s, mais plutôt des syndicalistes, des défenseur-e-s de droits humains, des membres d'organisations populaires, etc., qui souvent font face à une accusation de terrorisme qui s'appuie sur des témoignages d'informateurs/trices travaillant pour le gouvernement. Ces faux témoins, souvent rémunérés, affirment que le ou la détenu-e fait partie d'une organisation insurrectionnelle ou a participé à un acte de terrorisme avec celle-ci.

Les prisonnier-ère-s politiques se retrouvent dans plusieurs prisons, surtout dans celles à sécurité maximale. Les prisons de Valledupar et de Combita par exemple, où sont détenus plusieurs de ceux-ci, ont été créées par un accord avec le Bureau fédéral des États-Unis, qui est intervenu dans la construction de ces établissements, dans la formation et la gestion des gardes et dans la formulation du règlement interne des prisons.

Le conflit social et armé au sein des prisons

Le processus actuel de ladite démobilisation des troupes paramilitaires, lequel se réalise dans un contexte d'impunité et de violation des traités internationaux, a un impact direct sur la situation des prisonnier-ère-s politiques. Sous le prétexte de réaliser des expériences de convivence pacifique et de réconciliation, ceux-ci sont souvent placés dans la même cellule que des paramilitaires, ce qui génère des situations conflictuelles où le ou la prisonnier-e politique est clairement désavantagé-e puisqu'il est de notoriété publique que les forces paramilitaires sont présentes, en tant que structure organisée, dans les prisons que se soit par des alliances avec les employé-e-s de l'INPEC ou par le contrôle pur et simple de l'administration de l'établissement. De plus, il n'est pas rare que les détenus appartenant à la structure paramilitaire aient accès à des armes.

Organisation des prisonnier-ère-s politiques

Pour cette raison, la première revendication des prisonnier-ère-s politiques consiste à exiger leur regroupement dans un même "patio" (étage ou section de l'établissement) afin d'améliorer leurs conditions de sécurité et de favoriser leur organisation à l'intérieur de la prison. Comité de défense des droits humains, comité de soutien juridique, comité éducation, comité d'information, etc., les prisonnier-ère-s politiques sont très actifs/ves durant leur détention, plusieurs décidant de mettre à profit cette réclusion pour parfaire leur éducation politique et continuer leurs luttes pour la justice sociale à l'intérieur de la structure répressive.

Témoignage

Luz Perly Cordoba, présidente de l'Association paysanne d'Arauca, détenue entre février 2004 et avril 2005

Luz Perly Cordoba, ex-prisonnière politique détenue sous l'accusation de rébellion alors qu'elle était présidente de l'Association paysanne d'Arauca (Asociación Campesina de Arauca) et responsable de la section des droits humains de la Fédération nationale syndical Unitaria Agropecuaria (FENSUAGRO-CUT) témoigne ainsi de son séjour en prison :

« Dans le patio où nous étions, celui des prisonnières politiques, il y avait 112 femmes alors que cet espace a été conçu pour 30 détenues. Ils isolent les prisonnières politiques dans des patios d'extrême sécurité pour ne pas qu'elles aient de contact avec les autres détenues.

Les visites sont restreintes au minimum tout comme l'est l'alimentation. Nous n'avons non plus pas les mêmes possibilités d'attention médicale. Par exemple, il y a eu le cas d'une camarade morte dans ce patio par faute d'attention médicale, ce qui arrive dans toutes les prisons.

Il y a également des cas rapportés par des camarades qui, sans le sous pour payer un avocat, doivent se charger seuls de leur défense légale.

Lorsque des gens viennent nous visiter, ils sont ensuite l'objet de surveillance. Le fils d'une camarade fut assassiné

¡Libertad ya!

Luz Perly Córdoba, presidenta de la Asociación Campesina de Arauca y defensora de derechos humanos



après avoir visité sa mère.

Dans certains établissements, les prisonniers politiques n'ont pas le droit de lire. Nous sommes toujours transférées d'une prison à l'autre, ce qui rend souvent les visites impossibles.»

Grâce au travail de ses compagnons et à la solidarité internationale, Luz Perly fut libérée en avril 2005, mais elle a dû quitter le pays pour se protéger des menaces de mort proférées par des paramilitaires.

Pour en connaître plus sur la lutte de Luz Perly et la situation en Arauca, consultez la page web de l'Asociación campesina d'Arauca, <http://www.prensarural.org/aca/perly.htm>

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP)

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) est une organisation de défense des droits humains créée en 1973 grâce à l'initiative de plusieurs organisations et personnalités connues (tel Gabriel García Márquez) préoccupées par les droits des détenu-e-s emprisonné-e-s pour des motifs politiques. Le CSPP se dédie à la protection et à la promotion des droits humains des prisonnier-ère-s politiques. Constitué principalement de bénévoles, le CSPP offre un soutien psychosocial aux prisonnier-ère-s et à leur famille, ainsi qu'un appui juridique pour leur défense en plus de participer dans différents espaces afin de dénoncer les arrestations arbitraires, la criminalisation abusive de l'organisation politique et du travail social et de rendre public les violations de droits humains qui ont cours dans les établissements carcéraux.

Les employé-e-s et militant-e-s du CSPP sont souvent l'objet de menaces de morts et ont souffert plusieurs violations de leurs droits. En 1990, Jesús Pedraza Becerra, avocat du CSPP de Bogota "disparu", et en 1995, l'avocat Javier Alberto Barriga Vergel, membre de la section du Norte de Santander du CSPP fut assassiné au pas de sa porte. En 1999, se sont Jesús Puertas et Julio Ernesto Gonzalez du CSPP de Medellín qui sont assassinés et la liste de victimes s'allonge. Si le CSPP s'est vu obliger de fermer ses portes en 1999 dû aux nombreuses menaces contre ses membres, il est aujourd'hui de nouveau sur pieds et ses militant-e-s continuent leur labeur malgré la répression et la criminalisation de leur travail.

UN COUP D'OEIL SUR LE SCANDALE DE LA PARAPOLITIQUE COLOMBIENNE

Le conflit colombien est complexe, mais ses mécanismes sont toutefois relativement simples : un groupe armé lié aux intérêts défendus par l'État déplacent les paysans et sèment la terreur, les compagnies ou grands propriétaires rachètent ou simplement prennent la terre, le gouvernement entérine. Les compagnies assassinent tout travailleur tentant de s'organiser et tous les mouvements sociaux se trouvent contrôlés par un régime de terreur. Il faut ensuite au nom de la paix oublier les crimes commis. C'est en tout cas à cela que ressemblent les unes des journaux colombiens ces dernières semaines. Voici un petit résumé des scandales les plus scandaleux.

Depuis décembre 2002, une grande mise en scène a permis la négociation entre l'État et les paramilitaires (Autodéfenses unies de Colombie - AUC) pour mener à la "démobilisation" de ces derniers. Jusqu'en 2006 (date d'entrée en vigueur de la loi dite de "Justice et paix"), ce fut alors l'occasion pour les "paras" de faire pression sur les gouvernements. Le négociateur de la partie gouvernementale, Luis Carlos Restrepo, déclarait en novembre 2005 qu'au nom de la paix il fallait empêcher les extraditions de criminel de guerre ou de narcotrafiquant: s'ils ont peur d'être punis, ils ne se démobiliseront pas ⁽¹⁾. Les AUC auraient dit simplement: "si ce processus échoue, les AUC vont se convertir en un groupe armé contre l'État"⁽²⁾... Veulent-ils dire qu'avant ils travaillaient avec et / ou pour l'État ? Il s'agissait des premiers aveux publics de ce que toutes les organisations de gauche dénonçaient déjà et qui deviendra le scandale de la parapolitique.

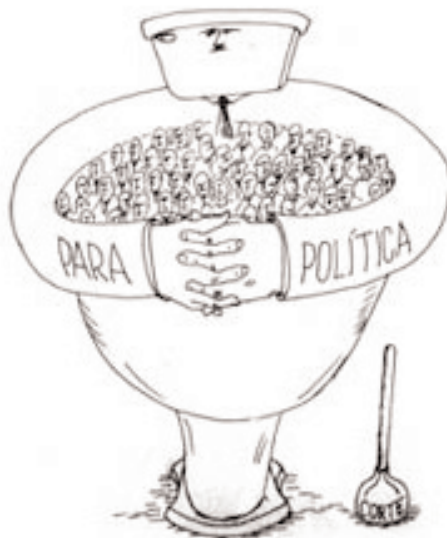
Tandis que "Les paras reclus menacent de tout déballer sur leurs alliances avec l'élite colombienne"⁽³⁾, Vicente Castano en entrevue avec la revue *Semana* explique simplement que les paramilitaires prennent des terres pour amener les riches à investir pour qu'ensuite l'État s'implante plus dans la région et ainsi améliorer l'économie et ceci financé par les entreprises privées.⁽⁴⁾

La présence du parti Polo democrático alternativo au parlement colombien donne une tribune à une partie de la gauche pour dénoncer les politiciens les plus mouillés dans la parapolitique. Les dénonciations mènent à des scandales dans les journaux et ensuite éventuellement à des procès même quand le procureur à des membres de sa famille inculpés⁽⁵⁾. Les têtes tombent après la Ministre des affaires étrangères c'est l'ex-chef des services secrets qui a été mouillé par le scandale⁽⁶⁾.

Chaque jour depuis quelques mois, on éclabousse plus haut : "Avant son arrestation, Alvaro Araujo (frère de la ministre) avait déclaré menaçant: "S'ils [les juges] viennent me chercher, ils iront également chercher ma sœur et le président Alvaro Uribe." "⁽⁷⁾

"Bush crée d'autres heurts" titrait *Le Soleil*⁽⁸⁾, lors de la visite du Président états-unien, d'une durée de 7 heures, en Colombie, au cours de laquelle il a admiré les efforts du gouvernement Uribe en matière de droits humains. Le 4 avril 2007, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice a, par un communiqué, certifié au Congrès des Etats Unis que le gouvernement et les forces armées colombiennes avaient coupé les liens avec les paramilitaires, épaulant ainsi un gouvernement colombien qui en a plus que jamais besoin. ⁽⁹⁾ Ces affirmations sont faites en ignorant totalement la réalité, mise en évidence notamment dans les derniers rapports alarmant de l'ONU qui invoquent les fausses accusations, les falsifications de preuve et les assassinats commis par les institutions de l'État colombien.

Dans les mêmes jours et parfois dans la même section du journal, on peut retrouver la visite de Bush qui appui le gouvernement Uribe et le scandale de Chiquita ayant financé les paramilitaires... ⁽¹⁰⁾



Bien que les journaux puissent titrer régulièrement " Panique aux congrès"⁽¹¹⁾, les accusations portées sont évidemment toujours relativisées, laissées aux mains de la justice, une justice qui devrait pourtant avoir déjà prouvé son incapacité à agir puisqu'il lui faudrait se mettre elle-même au banc des accusés.

Uribe va jusqu'à exiger que le congrès dise la vérité sur les liens avec le paramilitarisme, s'extrayant du même coup de la ligne de mire



tandis qu'il réfute les glaçantes rumeurs de fermeture du congrès^a (*La Semana*, nov. 2006). Tout ce scandale ayant d'ailleurs commencé en grand avec la découverte de l'ordinateur de Jorge 40, un célèbre chef paramilitaire, ordinateur devenant selon *La Semana* la

"boîte de pandore"; les chefs paramilitaire rivalisent de menaces tonitruantes, "les politiciens ne nous laisserons pas seuls dans la démobilisation" affirme Vicente Castano en entrevue dans le même article.

"Les preuves parlent d'elles-mêmes" titrait *La Semana* le 11 novembre 2006⁽¹²⁾, si en effet les preuves aujourd'hui médiatisées devraient permettre de convaincre les dernières personnes qui étaient encore septiques, ce qu'on ne sait pas c'est comment se fait-il que des preuves connues et accumulées depuis plus de cinq ans apparaissent aujourd'hui. Est-ce la montée du Polo democratico alternativo qui donne la visibilité (et donc la relative protection) suffisante pour ouvrir le procès public (les tribunaux n'étant pas disposés à le faire)? Pourquoi des paramilitaires ont incriminés des politiciens? Est-ce que pendant la planification de la nouvelle redistribution des pouvoirs entre élites, s'est produit un désaccord suffisant pour que certains paramilitaires sentant qu'ils allaient être sacrifiés lors du processus de paix^b décident de s'en prendre à leur alliés du congrès? Ou est-ce le programme de réinsertion qui est notre élément clef, permettant d'organiser à même les fonds de l'État l'intégration formelle des paramilitaires au sein de l'armée, de la police et des projets de développement économique (pour lesquels les paramilitaires on fait la sale job)? Ajoutons que le changement de nom des blocs supposément démobilisés permet de se défaire du lien État-para: en effet, il est facile depuis quelques mois pour les AUC de se dissocier des crimes commis par leur propre structure ayant peu subtilement changé de nom pour *Aguilas negras*.

Non seulement des politiciens, mais aussi quelques militaires tombent⁽¹³⁾, c'est un jeu de quilles... chaque matin en lisant le journal, on se demande qui sera le prochain. En entrevue, le général en chef de l'armée (la force publique dit-on en Colombie, jolie n'est ce pas...) nie évidemment le caractère institutionnel de la stratégie paramilitaire: puisque l'on punit les coupables c'est la preuve qu'il y a des innocents au gouvernement, nous explique-t-on. Le problème est la proportion incroyablement démesurée d'innocents et de coupables: il a tout de même fallu plus que 20 personnes en Colombie pour tuer autant de monde!, ou alors peut être va-t-on nous apprendre qu'ils sont morts tout seuls dans le prochain communiqué présidentiel... Ça y est le cynisme gagne du terrain.

Il est satisfaisant de voir le visage pincé du président Alvaro Uribe Velez en arrière fond lorsque le sénateur Petro arrive en chambre avec un document de plus de milles pages incriminant directement le président et sa famille pour leurs liens avec les paramilitaires et les narcotrafiquants de l'Antioquia entre 1995 et 1997, années des grands déplacements forcés de la région. L'article plus détaillé de *La Semana*⁽¹⁴⁾ du même jour donne quelques exemple des preuves amenées: un vidéo du président traitant le sénateur Petro de terroriste habillé en civil, des témoignages et photos prouvant qu'une propriété d'Alvaro Uribe servait de base paramilitaire dans les années 1990. Osons le dire: il est hilarant de lire le seul commentaire du président "*ça n'a pas d'importance je me concentre sur les vraies priorités du pays comme fortifier le commerce*"...⁽¹⁵⁾

"Le conseiller présidentiel José Obdulio Gaviria, à réagit indigné aux affirmations de Petro: "Son poste de sénateur ne lui donne pas le droit d'être irrespectueux envers le pays, la démocratie et les Colombiens".⁽¹⁶⁾ Serait-il possible que Mr Gaviria confonde le pays et son élite, la démocratie et son système gouvernemental oligarchique^c ainsi que les Colombiens et sa personne?

a) Il s'agit d'une possibilité qui aurait été envisagée, considérant que les acteurs armés (comprendre dans leur langage guérilla via le Polo et paramilitaire via quelques congressistes) sont dans le congrès. Notons que le fermé reviendrait à un système officiellement dictatorial même si transitoire, et qu'il risquerait de mener à une nouvelle phase exacerbé du conflit armé. Personne n'aurait à y gagner, à ma connaissance la probabilité est donc mince.

b) On ne parle pas de gros sacrifice dans la loi telle qu'adoptée, puisque le président à le pouvoir d'empêcher les extraditions ou d'amnistier et que la peine maximale est de cinq ans de prison.

c) "Rancière" fait référence à ce que l'on appelle usuellement "démocratie" mais qui n'est en fait que des "États de droit oligarchique"; dans le cas de la Colombie il s'agit d'un État de faits oligarchique qui adapte le droit à ses actes lorsque nécessaire.



Derrière l'enthousiasme médiatique pour la "crise parapolitique"⁽¹⁷⁾, se cache l'utilisation de la soif collective de justice pour légitimer un processus non pas de paix mais de ré-institutionnalisation paramilitaire. Le contrôle régionale des structures paramilitaires se renforce plus vite que le scandale ne touche les politiciens paracos.

Le fait que le gouvernement des États-Unis renouvelle son appui au gouvernement d'Uribe en pleine tourmente constitue un élément de cette "crise" qui n'est pas si négative comme la nomme Carlos Medina Gallego dans son analyse de la conjoncture⁽¹⁸⁾. Une crise étant selon lui non pas seulement un phénomène négatif mais aussi un phénomène créateur qui renforce le pouvoir en place. Les États-Unis, démocratie incontestée^d, offre ainsi un peu de leur "légitimité" à la démocratie colombienne. Tandis que l'organe supranational basé aux États Unis (ONU) la lui refuse.

d) Dans le sens que si l'on pense que les États-Unis ne sont pas un État démocratique on ne croit pas à l'État démocratique en tant que tel qui est une des interprétations les plus répandues du mot démocratie.

1 *La Semana* " Se destapa el comisionado ", novembre 2005 no 1228.

2 *Ibid.* Version d'origine de la citation : " si este proceso fracasa, las autodefensas se van a convertir en una organizacion armada anti-estatl "

3 Michel Taille, " Mancuso avoue avoir participé à 300 assassinats " *Le Devoir*, 25 janvier 2007.

4 *La Semana*, " Habla Vicente Castano ", no 1.205, 6 au 13 juin 2005

5 *El Tiempo*, " Edgardo Maya (le procureur) dice que investigaciones a sus familiares por 'parapolítica' no afectan independencia ", 10 avril 2007.

6 *Le Devoir*, " L'ex-chef des services secrets en Colombie est arrêté ", 23 février 2007, p. b9

7 Jean-Luc Porte, AFP, " Le gouvernement colombien touché par le scandale de la "parapolitique" ", *Le Devoir*, 20 février 2007, p. b5.

8 *Le Soleil*, " Bush crée d'autres heurts ", 12 mars 2007, p. 17.

9 *La Semana* version électronique, " Los efectos de la certificación en Derechos Humanos para Colombia ", 4 avril 2007.

10 AFP, " Chiquita inculpé pour avoir payé une milice paramilitaire colombienne ", *La Presse*, 15 mars 2007.

11 Élder Gutiérrez Roa, " Pánico en el Congreso por las investigaciones de la Justicia sobre paramilitarismo ", *La Semana*, 11 avril 2006.

12 *La Semana*, " Las pruebas hablan por si solas ", 11 novembre 2006, no 1280.

13 *El Tiempo*, " Miembros de la Fuerza Pública que apoyaron a paramilitares tendrán que responder por sus actos ", 6 avril 2007.

14 *La Semana*, " Petro dice que en finca 'Las Guacharacas', de propiedad del Presidente Álvaro Uribe, los 'paras' asesinaron campesinos ", 17 avril 2007.

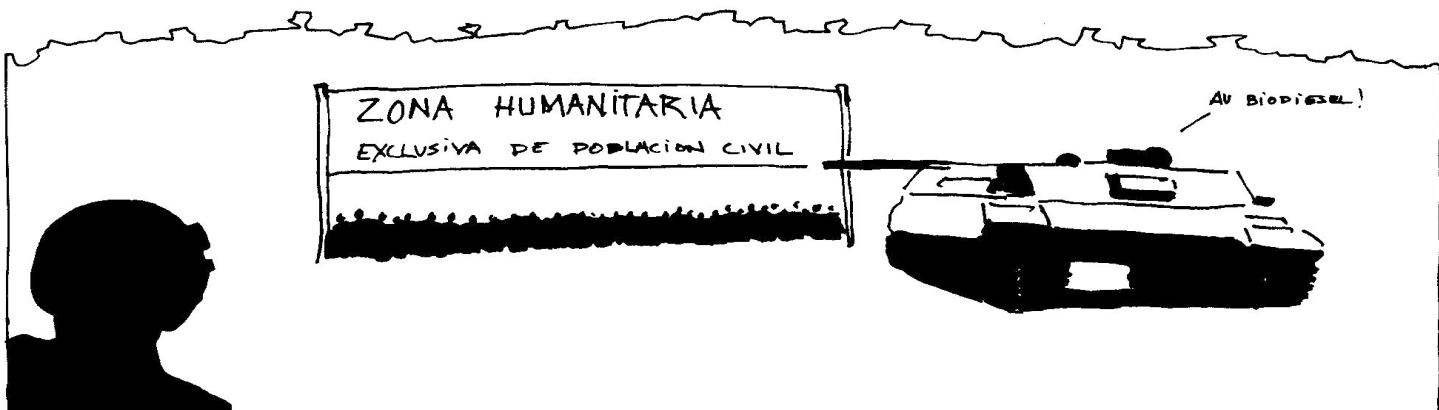
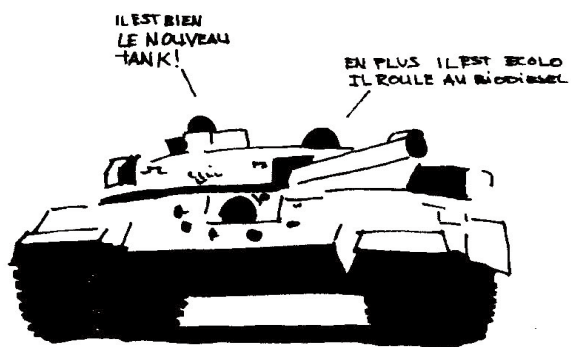
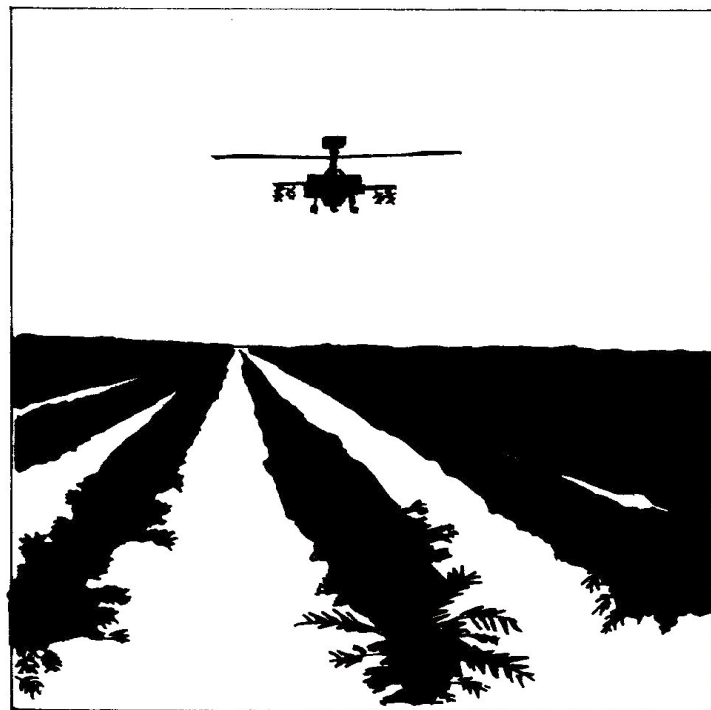
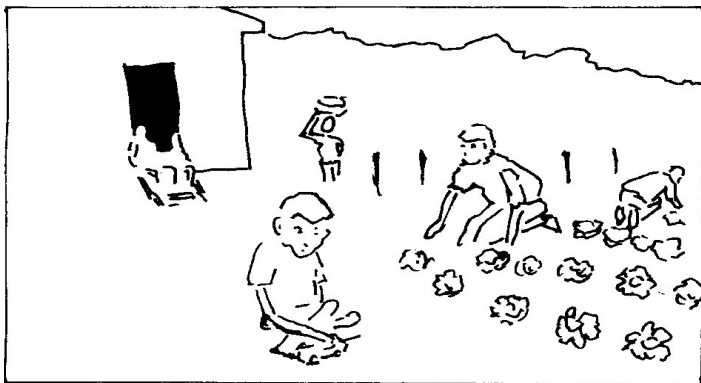
15 *El Tiempo* version électronique, " Senador Gustavo Petro pisó callos de la familia del presidente Álvaro Uribe ", 18 avril 2007.

16 Citation d'origine " el consejero presidencial José Obdulio Gaviria reaccionó indignado ante lo afirmado por Petro. " Su condición de senador no le da derecho a irrespetar así a la país, a la democracia y a los colombianos ", sentenció en diálogo con *Semana.com* " dans " Petro dice que en finca 'Las Guacharacas', de propiedad del Presidente Álvaro Uribe, los 'paras' asesinaron campesinos ", *La Semana*, 17 avril 2007.

17 Carlos Medina Gallego, Docente-Investigador Universidad Nacional de Colombia, " Narco- paras y elites Acuerdos y pactos políticos ".

18 *Idem*





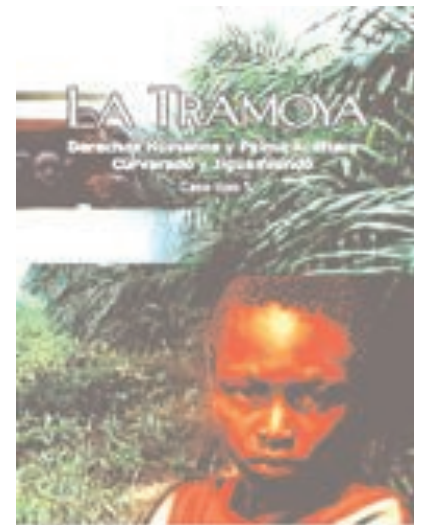


Le Projet accompagnement solidarité Colombie -

PASC est un collectif autonome basé à Montréal qui travaille à bâtir un réseau de solidarité directe avec des communautés paysannes en résistance civile en Colombie. En plus des actions urgentes et de la diffusion d'information au Canada sur la situation des luttes paysannes en Colombie et la dénonciation des intérêts économiques et politiques qui se cachent derrière les violations de droits humains, le PASC envoie des accompagnatrices et accompagnateurs auprès des communautés avec lesquelles nous

travaillons, comme mécanisme de protection physique. Le PASC tente de concrétiser la " solidarité directe ", qui implique d'apporter un appui politique aux processus de résistance civile des communautés.

Dans le département du Chocó, le PASC collabore avec la *Commission Intereclesial de Justicia y Paz* de Colombie afin d'assurer une présence internationale auprès des communautés afro-colombiennes ayant élaboré des propositions de paix et d'autodétermination pour remédier aux situations de violations de droits humains générées par la dynamique des déplacements forcés dont l'armée nationale et les troupes paramilitaires sont les premiers responsables, et lutter contre un mégaprojet agroindustriel de palme africaine implanté sur leur Territoire collectif. Ces processus de résistance consistent en la création de Zones humanitaires et de Zones de biodiversité dans la région du Bajo Atrato. La présence physique internationale sur le terrain représente un appui politique pour les communautés qui affirment leurs droits en tant que population civile vivant au sein d'un conflit armé et leur permettra de renforcer leur lutte pour la Vie et le Territoire.



Depuis peu, le PASC travaille également dans la région du Catatumbo avec le *Comité de Integración social del Catatumbo - CISC* - qui regroupe plusieurs communautés paysannes de la région, et en collaboration avec la *Red de Hermandad y Solidaridad - Colombia*. Le CISC travaille à l'intégration et au renforcement organisationnel des communautés de la région, la défense du territoire et de la vie, la résistance alimentaire et la construction de leur « Plan de Vie ».

www.pasc.ca
info@pasc.ca